Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Brésil: Tout a commencé par une grève des contrôleurs aériens

Le président Lula recule sur tous les fronts

Par André Maltais
Mondialisation.ca, 06 juin 2007
L'aut'journal, no 260 6 juin 2007

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Droits humains et État policier, Économie

Au début d'avril, les Forces armées brésiliennes, appuyés par les partis politiques d'opposition et les éditorialistes des grands médias, ont contraint le président Inacio Lula da Silva à revenir sur une importante décision, créant ainsi une dangereuse avancée militaire sur les institutions civiles.

Tout a commencé par une grève des contrôleurs aériens de l'aéroport international de Brasilia exigeant de meilleurs salaires. Au Brésil, ces travailleurs ont le statut de militaires car, depuis la dictature des années 1964 à 1985, les aéroports et l'aviation civile sont contrôlés par les forces armées.

En tant que militaires, les grévistes étaient automatiquement coupables d'insubordination et un ordre du commandant des forces aériennes, Junino Saito, les avait condamnés à la prison.

Mais, le lendemain, jugeant qu'il était impossible de remplacer à court terme les opérateurs de la tour de contrôle sans ajouter au chaos qui régnait dans les aéroports, le président brésilien, officiellement chef suprême des Forces armées, renversait l'ordre du commandant Saito.

L'ex-syndicaliste Lula ordonnait à son ministre de la Défense, Waldir Pires, de négocier avec les grévistes qui, en plus de leurs demandes salariales, réclamaient l'annulation des peines de prison prononcées contre eux et donc la démilitarisation du trafic aérien.

Le haut commandement militaire n'a pas tardé à faire connaître sa désapprobation. Sous le couvert de l'anonymat, de hauts gradés ont déclaré aux médias qu'ils percevaient « un climat d'insubordination semblable à celui qui a précédé le coup d'état de 1964 », quand fut renversé le président élu Joao Goulart.

Les éditorialistes des grands médias commerciaux sont alors tombés à bras raccourcis sur Lula, lui reprochant de chercher à « réveiller le géant militaire endormi » et rappelant qu'au cours de son premier mandat, le président avait annulé l'achat de douze avions de chasse par les Forces aériennes afin d'accorder la priorité au projet « Faim zéro » de lutte contre la pauvreté.

Finalement, après une rencontre entre Lula et le commandant des Forces aériennes, le président du pays reculait sur tous les fronts : il n'y aura pas de négociations entre le

gouvernement et les contrôleurs aériens, pas plus qu'il ne sera question que l'aviation civile ne quitte la sphère militaire.

Selon le journaliste de l'Agence de presse du Mercosur, Eduardo Andrés Aller, les militaires ont clairement laissé entendre à Lula au cours de cette rencontre qu'ils ne veulent pas perdre le contrôle des aéroports des capitales provinciales, des radars et des systèmes de communication aériens pour des raisons de « sécurité et défense nationale ». Mieux, ils résisteront à rendre à un organisme civil l'infrastructure de vigilance de l'espace aérien.

« Cela montre, nous dit Aller, que la transition démocratique, au Brésil, est l'une des plus faibles du Cône Sud ».

Pourquoi, en effet, Lula, réélu avec l'appui de 60 % des électeurs ne dispose-t-il pas pour gouverner d'une tranquillité lui permettant de poursuivre ses politiques les plus importantes ?

Une des raisons est que, en termes de députés et de sénateurs, le Parti des travailleurs (PT) que dirige le président Lula, n'est pas fortement représenté au Congrès national, pas plus qu'il ne gouverne les États importants du pays. Par exemple, le Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB, droite) contrôle la majorité du sénat et gouverne l'État très industrialisé de Saõ Paolo.

La situation a forcé Lula à proposer des ministères à ses adversaires en échange de la création d'un gouvernement de coalition.

Le cabinet de Lula, dit encore Aller, est devenu un véritable amalgame idéologique jusqu'à ce qu'éclate une violente polémique suite à la récente nomination de Reinhold Stephanes au poste de ministre de l'Agriculture.

Stephanes est membre du PMDB et a appuyé le régime militaire, dans les années 1970. Il a aussi été ministre dans les gouvernements Collor de Mello (1990-1992) et Cardoso (1996-1999), deux présidences très critiquées par le même Lula (la première pour corruption et la seconde pour son application aveugle du modèle néolibéral).

Ce ministère est le cinquième (sur 23) accordé au PMDB et le fait qu'il s'agisse de l'agriculture, menacée d'un virage radical vers la production d'agrocombustibles, a profondément dégoûté les mouvements sociaux.

L'autre raison pour laquelle Lula n'est pas tranquille, dit le journaliste Aller : de nombreux auteurs des répressions de la dictature ont pu se réinsérer dans la vie politique du pays à la suite de la loi d'amnistie de 1979 et ils occupent depuis des postes importants dans les pouvoirs législatif et exécutif où ils bénéficient de l'impunité continue.

Une semaine après l'affaire des contrôleurs aériens, le gouverneur de l'État de Rio de Janeiro a formellement demandé au président Lula l'envoi d'effectifs de l'armée fédérale pour combattre la criminalité croissante dans l'ex-capitale du pays.

La demande survient à un mois des Jeux Pan-américains qui doivent avoir lieu à Rio de Janeiro, l'une des métropoles les plus violentes des Amériques.

Mais, pour Valter Pomar, secrétaire du PT en matière de relations internationales, la militarisation est une solution qui ne résout rien et, en n'osant pas rejeter la demande du

gouverneur, Lula est tombé dans le piège des forces de droite.

« Combattre la pauvreté, dit Pomar, est le meilleur moyen de combattre la criminalité, à Rio comme ailleurs et Lula le sait très bien. Il faut aussi punir les élites qui sont derrière le crime organisé et reconstruire l'appareil gouvernemental qui a laissé à elles-mêmes ces populations pauvres. Il est prouvé que, là où il y a des écoles, des emplois, de la culture et des activités récréatives et sportives, la violence diminue ».

Cette militarisation imminente de Rio de Janeiro, explique pour sa part le journaliste uruguayen, Raul Zibechi, est l'une des raisons pour lesquelles le Brésil accepte de sous-traiter, pour le compte des États-Unis, le commandement militaire de la mission des Nations Unies pour la stabilité d'Haïti (MINUSTAH).

Presque tous les jours, nous dit Zibechi, des soldats latino-américains provenant de régimes de « gauche » (Brésil, Chili, Argentine, Uruguay et même Équateur et Bolivie!) tuent des pauvres dans le quartier Cité-Soleil, à Port-au-Prince.

Qu'il s'agisse de Cité-Soleil ou des favelas de Rio de Janeiro, continue le journaliste uruguayen, on a là une même guerre « préventive » menée contre les pauvres sous prétexte de combattre la criminalité.

Pour plusieurs analystes latino-américains, la MINUSTAH constitue une sorte de banc d'essai pour la création d'une OTAN sud-américaine qui, selon les militaires brésiliens, viserait à défendre les ressources naturelles de la région contre l'hégémonisme états-unien.

Mais, dit Zibechi, tout porte à croire que ces mêmes militaires brésiliens sont déjà prêts à appliquer les leçons de l'expérience haïtienne dans leur propre pays et contre leur propre population.

D'autant plus que, selon les analystes militaires du Pentagone, les périphéries urbaines sont devenues les lieux d'organisation à grande échelle des pauvres. La guerre en Irak montre que, dans des bidonvilles comme Sadr City, la supériorité militaire n'est rien et cela, conclut Zibechi, inquiète autant les stratèges de Georges Bush que ceux qui, au Brésil, encadrent si bien Lula.

La source originale de cet article est L'aut'journal, no 260
Copyright © André Maltais, L'aut'journal, no 260, 2007

Articles Par : André Maltais

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca